

MSN

APRÈS 18 ANS DE RÈGNE DU CHAOS AU SEIN DES FÉDÉRATIONS,
LE SPORT ALGÉRIEN FACE À SES FOSSOYEURS

Les enjeux d'une résistance pas comme les autres

Le sport nourrit les passions. Secteur vital de par la jeunesse mais également en raison de son rayonnement sur la vie publique, le monde des sports est surtout un milieu de récupération.

L'Algérie a toujours enfanté des sportifs, de grands sportifs. Des stars mondiales même. Avant et après l'indépendance. Nous ne parlons pas de Alain Mimoun, Zineddine Zidane, Djamel Bouras, Brahim Asloum et d'autres noms qui ont défendu les couleurs de leur pays d'accueil.

Ceux dont l'Algérie est vraiment fière sont nés, ont grandi, ont brillé puis sont morts en Algérie. D'autres survivent au rythme des nouvelles «orientations» données à ce qui constituait leur quotidien. Mokhtar Aribi, Ahmed, Kebaili, «Bob» Youssef, Omar «le Noir», les frères Zaâf, Moussa, Boulmerka, Morceli, Belloumi, Madjer, Mahmoudi, et la liste est très longue. Leur carrière était si exemplaire et les titres et lauriers qu'ils avaient arrachés lors des plus importants événements planétaires ont rendu jaloux nos meilleurs amis...



M. Haddadj (président de la FAF)

Aujourd'hui, l'oubli s'est installé et ces braves et fidèles serviteurs de la cause sportive, humaine, sociale, et même politique, semblent passer pour de simples et lointains souvenirs...

C'est l'une des raisons de la crise traversée par le sport algérien. «Un peuple qui oublie son passé se condamne à le vivre», écrivait Winston Churchill dans ses mémoires. L'homme d'Etat britannique ne pensait pas si bien dire même s'il lui fallait nous expliquer, à nous Algériens, comment est-ce possible de vivre notre passé si élogieux et éloquent en condamnant nos pionniers, dans quelque domaine que ce soit, à l'oubli...

Le règne des médiocres a tellement fait son œuvre que l'on est en phase de maudire le jour qui a vu le pays reprendre ses droits à la vie...

Paul Masson aura beau nous expliquer que «les médiocres sont très utiles,

pourvu qu'ils sachent se tenir dans l'ombre, tels les zéros placés derrière les vrais chiffres», il est difficile d'imaginer la suite avec optimisme.

L'ouverture démocratique aura été une bêtise trop belle pour les fans de la politique, mais douloureuse pour le reste. Le sport et les sportifs en premiers. Le passage par les urnes a ruiné les derniers espoirs d'un peuple qui n'avait que le sport pour bondir de son quotidien fait de morosité et d'incertitudes. Rappelez-vous 1975 et le finish de Boualem Rahoui et de Omar Betrouni lors des JM. Ou bien ces moments historiques en 1982 et cette épopée de Gijon qui a été ressentie comme une seconde indépendance. Le peuple vivait par le sport et pour le sport, pour reprendre une belle litanie marxiste qui faisait de nos mairies des lieux de culte jamais apaisants pour les invocateurs de la bonne gouvernance.

La loi est au-dessus de tous ?

La réforme sportive de 1976 et avant elle le code de l'EPS n'avaient rien d'égal avec l'avènement de la loi portant sur les associations du 90/31 du 4 décembre 1990. Une loi censée révolutionner les esprits et libérer les initiatives. C'était, en ce qui concerne le sport du moins, une sorte de fuite coupable de la part des pouvoirs publics. La gestion des fédérations et de leurs ressources allait subir les aléas du temps et ceux d'un personnel très peu qualifié pour ne pas dire pas du tout qualifié à assumer ses charges, à savoir le développement du sport et la promotion de la jeunesse. L'Etat a offert le sport à toutes les sortes de gourous, opportunistes et autres carriéristes. Un air de déjà vu. Les désignations à la «post-indépendance» dans les volets stratégiques du sport seront légion. Le débat superficiel empiriques - scientifiques a fait long feu à cette époque et la décennie noire en a couvert de sa couche sanglante. Les «infiltrés» étaient nombreux, les affairistes et les «voyagistes» également. Les coups d'éclat de Morceli à Tokyo, de Boulmerka à Barcelone, de Benida-Merrah à Sydney et de Guerni Djahir à Paris éclairaient un ciel très peu généreux en bonnes étoiles. Des éclairs, en somme, que chacun a tenté



Yahia Guidoum - Hachemi Djar, ou l'Etat mis au défi.

de récupérer pour en faire un fonds de commerce. La gabegie touchait même les fédérations dites mineures. Les chevaux perdaient leurs sabots et les obstacles devenaient infranchissables pour ceux qui n'abdiquaient pas à la ligne de conduite dictée par une fédération gérée à distance... Le trafic de diplômes que l'on a découvert avec les arts martiaux, le karaté pour ne pas le nommer, a fait tache d'huile auprès de la plupart des fédérations avec la bénédiction des écoles de formation étatiques. Pour se débarrasser d'un haut cadre de son ministère, Yahia Guidoum n'a pas trouvé mieux que de l'affecter à la tête du plus important institut de formation des cadres et conseillers en sport du pays. Guidoum, qui était à son second passage dans le secteur de la jeunesse et des sports, savait qu'en sport la mafia a des ramifications plus importantes que celles qu'il avait débus-



Naïdji (président de la FAC)

quées lors de son détour à la santé, son milieu naturel. La preuve : le décret qu'il était en charge d'appliquer a capoté devant la puissante fédération de football, celle du basket-ball et même de la FA cyclisme. Ce n'est pas un hasard si ce triumvirat a résisté à la charge d'une loi votée par les deux chambres. D'utilité publique, sur le papier, ces trois instances passent pour être une propriété privée. L'auguste COA dirigé par Berraf, un



élu du peuple sous les couleurs politiques du RND, censé défendre les valeurs de l'olympisme, se confine dans un rôle de dieu protecteur d'intérêts occultes.

«A qui profite l'échec ?»



M. Berraf (président du COA)

C'est la bonne question à laquelle beaucoup de monde, sinon tout le monde, n'a pas de réponse. Les performances sportives de l'Algérie du troisième millénaire se conjuguent aux échecs, sans jeu de mots, aux humiliations dans tous les concerts régionaux, continentaux et internationaux. Le sport algérien ne produit plus de champions et ceux qui parviennent à émerger du lot des naufragés n'ont que les miettes à se mettre sous la dent. Car, aujourd'hui, la pratique du sport n'est plus un loisir mais un moyen de gagner sa vie. La gloire et le prestige se monnaient au prix fort, les couleurs passent vraiment au second plan. Naturellement, les causes sont connues. Les athlètes découvrent au fil de leur carrière précaire à tout point de vue qu'ils sont exploités. Les résultats qu'ils obtiennent ne sont en fait qu'un arbuste qui cache l'immense forêt gangrenée par les chercheurs d'or et les mercenaires de tout bord.

Ceux-ci jubilent à l'écoute d'une déroute sportive. Ils savent que déroute rime avec instabilité. Les va-et-vient arrangent les changements de cap et de straté-

gie. Combien de ministres a connus le département des sports depuis 1990, année du premier et dernier sacre continental du football algérien ?

M^{me} Aslaoui, Khomri, Laïchoubi, Benbouzid, Haïchour, Berchiche, Boudjemaâ, Lebib, Aïssaoui, Guidoum, et le tout dernier Djar. On en oublie certainement des noms et pour cause ! Aucun d'eux n'a accompagné les fédérations dans leur mandat olympique. Le meilleur a fait deux piges (Guidoum) et quelques mois de plus que la plupart des ministres passés par le siège ministériel de la place de la Concorde. Personne

n'a laissé de traces concrètes de son passage au ministère. «Jeunesse 2000» aura été le rêve de trop... Et puis il y a eu des décrets, des arrêtés et des lois jamais appliqués. La «constitution», sous forme du décret 05/404, votée du temps de Guidoum, a été l'aboutissement d'un processus de refondation entamé en 1995 avec les assises du football et celles du sport. A l'orée de son application, les barons se sont élevés tel un seul homme pour crier à l'épuration. La Fifa sortira son glaive et la FAF échappera, à l'instar de la FABB et la FAC (on ne sait par quel tour de passe-passe sauf que les deux instances sont respectivement dirigées par le président et le SG du COA), à l'opération d'assainissement. L'avènement de Djar verra le retour à une certaine «accalmie» jusqu'à cette fatidique date du 27 octobre, jour de la transmission de la note méthodologique aux fédérations, qui sonnera l'agitation. Si l'on devine le pourquoi de cette levée de boucliers, l'on s'interroge fondamentalement sur les moyens que comptent employer les belligérants (fédération et ministère) pour imposer soit leur diktat soit la légalité.

M. B.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS

Le NR Bordj-Bou-Arréridj, candidat à la prochaine édition



Le NRBBA, qui vient de décrocher une participation au Championnat arabe de volley-ball, prévu au mois d'avril à Damas, tel que le mentionne D. Kherissat, président du team depuis 2000, a déposé officiellement sa candidature pour organiser la prochaine édition du Championnat d'Afrique des clubs.

C'est ainsi qu'une réunion a été tenue entre le président de la Fédération algérienne de volley-ball, Okba Gougam, et le wali de Bordj-Bou-Arréridj, en présence des premiers responsables du club.

Le chef de l'exécutif a promis d'apporter son aide pour que cet événement sportif se déroule dans les meilleures conditions. Ce qui a poussé M. Gougam à donner son accord de principe en vue de soutenir le dossier du NRBBA pour que Bordj-Bou-Arréridj accueille les débats du prochain Championnat d'Afrique des clubs.

Selon D. Kherissat, 12 clubs africains, dont trois algériens, à savoir le NRBBA, le MCA et le POC, disputeront la compétition prévue durant le printemps prochain. Notons que cette équipe, qui est en D1 depuis 22 ans, a vu son palmarès nettement s'étoffer durant les huit dernières années : elle a participé trois fois à la finale de la Coupe d'Algérie et a décroché une en 2004, trois fois à la Coupe arabe et deux fois au Championnat d'Afrique des clubs.

Saâdène Ammara